

GROUPE D'INFORMATION SUR L'ARRET DES TRAVAUX MINIERES

DANS LE BASSIN HOULLER

Compte rendu de la réunion du 16 mai 2006

à

MORSBACH

Le groupe d'information sur l'arrêt des travaux miniers (GIATM) s'est réuni le 16 mai 2006 à 9h00, au centre social de la ville de MORSBACH, sous la présidence de Monsieur Pierre-René LEMAS, Préfet de la région LORRAINE, en présence de Monsieur le Sous-Préfet de Forbach.

Liste des participants :

M. LEMAS	- Préfet de la région LORRAINE – Préfet de la Moselle
M. TARDIEU	- Sous-Préfet de FORBACH – Président du GIATM
M. MARTIN	- Sous-Préfet de BOULAY
M. COSQUER	- Charbonnages de France
M. PRINCE	- Charbonnages de France
M. HOLTZ	- Conseil Général de la Moselle
M. HAMON	- Conseil Général de la Moselle
M. STIRNWEISS	- Communauté d'Agglomération de FORBACH
M. LANG	- Communauté de Communes de FREYMING-MERLEACH
M. SCHMITT	- Communauté de Communes de FAULQUEMONT
M. BOHL	- Communauté de Communes du Warndt
M. GOELLNER	- DIRE Lorraine
M. FOLNY	- DIRE Lorraine
M. HIRSCH	- DIRE Lorraine
Mlle ROBERT	- DDASS Moselle
M. LAIGRE	- DIREN Lorraine
Mme WENDLING	- DDAF Moselle
M. SCHRAMM	- OBA
Mlle AUBURTIN	- Préfecture de la Moselle – DAG
M. CHARDON	- ADELP
M. GLANOIS	- CLCV ROSBRUCK
M. MULLER	- GECNAL
M. BIRTHEL	- ADEPRA
M. HOERNER	- UFC QUE CHOISIR
M. BENNANI	- GEODERIS
M. RODRIGUEZ	- Agence de l'Eau Rhin-Meuse
M. DARBOUR	- EPF Lorraine
M. FOUCHER	- BRGM

I. – M. SCHUH, Maire de MORSBACH accueille les participants et introduit la séance en rappelant le rôle particulièrement important du groupe d'information, ainsi que son optimisme quant à l'avenir du bassin houiller en pleine mutation ; il souligne néanmoins la nécessité d'un accompagnement par l'État pour assurer la reconversion de ce bassin minier.

II. – M. le Préfet rappelle qu'il s'agit ici de son premier déplacement dans le bassin houiller

et souligne toute l'importance qu'il attache à la question de l'après-mine en Lorraine, notamment aux problématiques qui se posent dans le bassin houiller. Il précise que l'État est et restera partie prenante dans tous les aspects de l'après-mine : techniques, environnementaux, sociaux, etc.

M. le Préfet introduit ensuite l'ordre du jour de la réunion, dont il mentionne qu'il porte essentiellement sur des aspects techniques de sécurité et environnementaux. Il indique que des rendez-vous ultérieurs seront pris, en tant que de besoin, avec les acteurs locaux afin d'aborder d'autres sujets, notamment pour la préparation du volet « après-mine » du contrat de projet Etat-Région (CPER) 2007-2013, signe tangible de l'engagement de l'État dans ce domaine.

En termes de méthode, M. le Préfet affirme son attachement à une étroite concertation sur tous les sujets entre l'État, les collectivités, CdF et les associations, afin que chacun dispose du même niveau d'information au même moment.

III. – M. le Sous-Préfet de FORBACH rappelle le rôle et le fonctionnement du GIATM et expose le détail des points inscrits à l'ordre du jour, soit :

- état d'avancement des procédures d'arrêt des travaux miniers ;
- arrêt des exhaures ;
- mise en place de l'entité « après-mine ».

Il rappelle également qu'il s'agit ici de la cinquième réunion du groupe d'information depuis son lancement en juin 2004, ce groupe ayant été constitué du fait du caractère jugé trop restrictif et mal adapté aux exigences d'une parfaite information des élus locaux et des acteurs associatifs de la procédure de consultation administrative, telle que prévue par le code minier.

L'objet du GIATM est d'assurer l'échange d'informations sur les conséquences de l'arrêt de l'exploitation minière dans le bassin houiller et sur les mesures à mettre en œuvre. M. le Sous-Préfet rappelle pour mémoire quelques sujets déjà traités lors de réunions précédentes :

- impact de l'arrêt des exhaures et moyens de faire face aux risques de pollution des eaux de la nappe des grès du trias inférieur (GTi) et aux risques d'inondations ;
- risques de mouvements de terrains ;
- conditions d'approvisionnement en eau potable et industrielle ;
- conditions d'arrêt des installations, fermetures de puits, réaménagements de terrils et de carrières par CdF.

Il est précisé que tous les documents présentés au cours des réunions sont accessibles via le site internet de la DRIRE : http://www.lorraine.drire.gouv.fr/mines/Mines_accueil_giatm.asp

IV. – M. GOELLNER, Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, aborde le premier point à l'ordre du jour.

La procédure d'arrêt des travaux miniers ainsi que celle de la demande de renonciation au titre minier sont décrites.

Concernant l'arrêt des travaux miniers, il rappelle notamment que, selon la procédure, le préfet n'a pas le choix entre accepter ou refuser, mais est tenu de prendre l'arrêté préfectoral (1^{er} donné acte), incluant le cas échéant la prescription de mesures complémentaires. L'arrêté concerné doit intervenir dans le délai maximal de 6 mois à 1 an selon les dispositions du décret n°95-696 du 9 mai 1995. Après avoir fait établir un procès-verbal de récolement des mesures et constaté leur conformité aux prescriptions complémentaires, le préfet donne ensuite acte, par un nouvel arrêté, de l'exécution desdites mesures (2^{ème} donné acte).

La renonciation aux titres miniers fait quant à elle l'objet d'une autre procédure, dont les modalités sont fixées par le décret n°95-427 du 19 avril 1995.

L'état d'avancement des différents dossiers d'arrêt de travaux miniers est présenté.

M. GOELLNER précise que le dossier concernant la concession Sarre-et-Moselle sera le dernier dossier d'arrêt de travaux miniers dans le bassin houiller Lorrain.

Pour les travaux du fond attachés à la concession de Faulquemont, il est indiqué qu'ils

sont envoyés depuis 1992. Les mesures prescrites dans le cadre de l'arrêté préfectoral sont en cours et le deuxième donné acte n'est donc pas intervenu à ce jour.

Pour la concession de La Houve, l'arrêté de premier donné acte (5 août 2005) impose la poursuite de l'exhaure (22,4 m³/mn vers la Bisten) jusqu'à la fin de l'année 2006 de manière à permettre la finalisation des travaux nécessaires à la restructuration de l'alimentation en eau potable et industrielle.

Pour les concessions du secteur Centre-Est, à savoir Sarre-et-Moselle et De Wendel, les déclarations d'arrêt des travaux ont été mises en instruction respectivement les 31 août et 25 octobre 2005. L'instruction est en phase finale et les arrêtés de premier donné acte en cours de préparation.

M. GOELLNER indique en dernier lieu que le service des mines allemands, l'OBA (Oberbergamt), a récemment informé les autorités françaises de l'achèvement du barrage, réalisé à 1100 mètres de profondeur, permettant de supprimer toute communication hydraulique entre les secteurs français du Warndt et allemand d'Endsdorf (Warndtschacht), ce qui permet donc d'envisager l'arrêt des exhaures pour le mois de juin 2006.

V. – M. PRINCE, représentant Charbonnages de France, présente le deuxième point à l'ordre du jour : l'arrêt des exhaures.

Il expose que l'ensemble des travaux liés à la fin de l'exploitation demande 30 semaines après arrêt des exhaures.

L'enveloppe globale engagée dans ces actions est proche de 400 M€. Environ 250 M€ de travaux ont déjà été réalisés, d'où il reste 150 M€ de travaux à assurer d'ici la fin 2007. Ces données économiques peuvent être mises en vis-à-vis des coûts d'exhaure, soit 20 M€/an.

Après avoir rappelé l'origine des exhaures, les deux conséquences principales de leur arrêt sont exposées : le risque de minéralisation de la nappe des GTi, exploitée pour l'alimentation en eau potable et industrielle, ainsi que le risque de remontée de la nappe à proximité de la surface en zones bâties.

A terme, des pompages visant à limiter tout risque de contamination de la nappe des GTi par des panaches minéralisés issus du réservoir minier seront mis en œuvre : La Houve (2,3 m³/mn), Vouters (8,3 m³/mn) et Simon 5 (7,3 m³/mn), soit un débit maximal de 18 m³/mn, contre 80 m³/mn pour les exhaures actuelles. Ces pompages ne seront opérationnels que d'ici 3 à 5 ans, correspondant au délai de remontée des eaux dans les compartiments miniers.

Concernant le risque de remontée d'eau à proximité de la surface en zones bâties, des forages de rabattement de nappe sont prévus sur les communes de Varsberg, Forbach ainsi que dans la vallée de la Rosselle.

La remontée du niveau de la nappe des GTi demandera globalement de 20 à 30 ans.

Concernant le gaz de mines (grisou), actuellement valorisé, la remontée de l'eau interrompra toute poursuite des émissions de gaz par le charbon. Un ensemble de 18 sondages de décompression, dont 2 prévus en Allemagne, sera aménagé pour assurer la gestion opérationnelle des émissions de grisou en phase d'envoyage.

Charbonnages de France précise qu'aucune conséquence n'est à attendre de l'envoyage en termes de mouvements de terrains, à l'exception d'un phénomène de surrection sans conséquences sur le bâti et les infrastructures (un tel phénomène, d'une amplitude de 10 cm environ, a été observé lors de l'envoyage de la concession de Faulquemont). Néanmoins, une surveillance par nivellement sera imposée dans l'arrêté de premier donné acte.

La planification de l'arrêt des exhaures du secteur Centre-Est est la suivante :

- le 7 juin 2006 pour l'exhaure de Vouters ;
- le 19 juin pour Marienau ;
- le 23 juin pour Simon 5.

M. le Préfet invite les participants à faire part de leurs observations sur les présentations réalisées par la DRIRE et CdF.

M. CHARDON émet le souhait que les arrêtés préfectoraux de premier donné acte précèdent l'arrêt effectif des installations de pompage, action en application de laquelle l'ennoyage du secteur Centre-Est sera engagé de manière irréversible.

Au regard de ce souhait, M. GOELLNER répond en deux temps :

- il rappelle qu'il n'existe aucun texte qui soumette à autorisation préalable telle ou telle opération d'arrêt des travaux (fermeture de galerie, fermeture de puits, arrêt des exhaures,...). Ceci ne signifie pas pour autant que l'État soit sans pouvoir d'intervention, puisque : (i) la police des mines permet de s'opposer à une opération qui serait jugée dangereuse ; et (ii) la procédure d'arrêt des travaux miniers vise précisément à protéger les intérêts publics, d'où la possibilité de prendre des mesures ad hoc dans ce cadre, comme il a été fait dans le bassin ferrifère nord avec le différé d'ennoyage motivé par un besoin de connaissance complémentaire vis-à-vis des risques d'affaissements miniers et par la mise en œuvre préalable des mesures de gestion de l'eau potable ;
- concernant la gestion des procédures, il indique qu'il a toujours été affirmé qu'il serait attendu d'avoir le « feu vert » du préfet pour procéder à l'arrêt des exhaures ; en l'espèce, l'OBA ayant informé de la réalisation du barrage séparant les travaux français des travaux allemands, il en résulte qu'il n'existe aucun fondement technique justifiant de différer l'ennoyage ; la DRIRE a, dans ce contexte, d'ores et déjà proposé au préfet de donner ce « feu vert ».

Compte tenu de ces éléments, M. GOELLNER indique que les arrêtés préfectoraux des concessions du Centre-Est pourraient intervenir avant l'ennoyage, mais ceci ne peut être garanti et il n'y a de toute manière aucune raison de lier les aspects techniques et administratifs.

M. GLANOIS (CLCV Rosbruck) appelle l'attention sur la question des sinistrés de Rosbruck. Il indique que les affaissements ont atteint de 5 à 15 mètres dans ce village. Il expose par ailleurs que, sur 300 maisons, 75 ont été démolies pour cause de dégâts miniers, 75 autres ont fait l'objet d'actions visant une remise à niveau, et le reste est en pente et/ou fissuré. Le montant des indemnités est jugé indécent par les associations, ce qui renvoie selon elles à la question de l'indépendance de l'évaluation. Concernant l'arrêt des pompages, il se dit convaincu qu'il y aura des affaissements. Il estime que ce n'est pas parce qu'à Faulquemont il ne s'est rien passé que la situation sera identique dans le Warndt, et prend l'exemple du bassin ferrifère.

M. MULLER (GECNAL) indique que le plateau Lorrain est constitué de terrains calcaires alors que dans le Warndt il s'agit de grès. Il pense de ce fait que les situations de Faulquemont et du Warndt ne sont pas comparables au regard du risque de mouvements de terrains.

M. HOERNER (UFC) demande si des analyses seront réalisées sur l'eau pompée dans le réservoir minier avant son rejet au milieu naturel et si d'autres risques de pollution que celle par les sulfates sont à craindre.

M. CHARDON (ADELP) se déclare satisfait de l'existence du GIATM, mais regrette qu'il n'ait pas été donné suite à la demande d'une tierce expertise des dossiers de CdF. L'association qu'il représente exprime également ses craintes vis-à-vis d'une accentuation du risque d'inondation dû aux crues de la Rosselle suite à l'arrêt des exhaures et considère ce risque sous estimé par rapport à celui plus spécifique lié à la remontée de la nappe. Concernant la qualité des eaux minières, l'association soutient que toutes les sources de pollution n'ont pas été prises en compte en raison de l'absence d'inventaire complet des produits descendus au fond de la mine pendant plus d'un siècle. Pour ce qui intéresse enfin les forages de substitution à l'arrêt des exhaures, il regrette l'augmentation du coût de l'eau qui va en résulter pour la collectivité et le fait que, selon lui, la ressource en eau puisse faire l'objet d'une appropriation par des intérêts privés.

M. LANG remercie CdF pour l'excellent travail fait et les efforts menés dans le cadre de l'arrêt des travaux miniers, mais rappelle que la fin de l'exploitation minière n'exonère en rien l'exploitant minier de ses responsabilités. Il souligne que la région conservera inéluctablement les cicatrices de l'activité passée. Il lui semble que demeure la question de la prise en charge des installations que l'exploitant minier laissera derrière lui, et ce tant du point de vue technique que

financier. Il estime par ailleurs qu'en ce qui concerne les questions relatives à la qualité de l'eau minière, les mesures proposées sont convenables. Il rappelle qu'au sens du code minier, quelque soient les désordres constatés, l'État devra assumer ses responsabilités. Concernant enfin la question du prix de l'eau, il estime que ce ne sont pas des opérateurs privés, mais les communes qui gardent la maîtrise de la ressource en eau ; il indique à cet égard qu'une baisse du prix de l'eau devrait d'ailleurs bientôt pouvoir être annoncée.

M. STIRNWEISS, contrairement à l'avis de M. GLANOIS, indique qu'il craint plutôt les conséquences d'un assèchement des cours d'eau en étiage et non pas celles associées aux crues. Concernant la qualité de l'eau minière, il estime qu'il ne sera pas nécessaire de pomper et de traiter l'eau du réservoir minier éternellement, rappelant notamment que les communications entre la nappe et la mine pourraient s'interrompre à terme.

M. HOLTZ, rappelle que les maires consultés ont émis des réserves sur les dossiers d'arrêt des travaux. Il fait part de la persistance de ses préoccupations vis-à-vis des désordres à venir en surface ou en profondeur (réapparition de zones marécageuses, affaissements de terrains, .) . Selon lui, la nappe des GTi n'est pas une ressource inépuisable, car seule une petite partie est réellement exploitable. Or, il pense que les dispositions prévues sont insuffisantes dans la mesure où l'eau minière rejetée dans le milieu naturel constituera une source de pollution.

M. le PREFET note que la question des indemnisations devra effectivement faire l'objet d'un débat, mais à une autre occasion ; pour répondre à certaines craintes, il convient de comprendre comment va se gérer le processus et l'accompagnement de la disparition de CdF, points sur lesquels il apporte les précisions qui suivent :

- la décision de la disparition prochaine de l'exploitant minier étant prise, il sera donné acte des déclarations d'arrêt de travaux ;
- à la fin des fins, la responsabilité de CdF sera transférée à l'État. Partant du principe directeur que ce dernier ne va pas prendre le risque de dépenser les deniers publics de manière injustifiée, il convient de comprendre que l'intérêt de l'État, et non pas sa « bonne volonté », est d'anticiper sur les solutions qui lui seront les moins coûteuses le plus en amont possible ;
- au cours du débat, il a été fait état de nombreuses problématiques, telles que la baisse du régime des cours d'eau en étiage, la remontée de la nappe des grès, la réapparition de zones marécageuses, etc. Il ne peut être exclu qu'interviennent des événements soit inattendus, soit dont la réalisation ne se fera pas exactement dans les conditions prévues au stade des études, mais la seule chose à faire est de les anticiper au mieux ; et c'est précisément ce à quoi s'attache l'Etat.

M. COSQUER confirme qu'aucune garantie ne peut effectivement être donnée sur ce qui se passera exactement dans les décennies à venir. Il estime toutefois qu'il n'y a pas de problèmes de pollution à attendre autres que ceux qui ont été étudiés par CdF, la qualité de l'eau prélevée sur des quartiers déjà ennoyés depuis plusieurs années en témoignant. Il indique que l'eau minière débordera également en Allemagne au niveau du puits Gustav. L'exploitant allemand a retenu les mêmes experts que CdF et les conclusions relatives aux conséquences de l'arrêt des exhaures et à l'ennoyage sont convergentes selon les analyses de DSK, de CdF, de la DRIRE et de l'OBA. Concernant enfin les préoccupations dont il a été fait état sur le débit et la qualité des eaux, il rappelle d'une part que les débits de pompage susmentionnés sont des débits maximum, et d'autre part que la qualité de l'eau minière va s'améliorer au fil du temps. Sur Creutzwald, cette amélioration permettra d'envisager sa valorisation à terme.

M. GOELLNER confirme pour sa part que les dossiers présentés par l'exploitant minier ont fait l'objet d'une expertise réalisée par GEODERIS. Il lui semble par ailleurs essentiel de ne pas confondre les phénomènes et les aléas en jeu dans le bassin ferrifère avec ceux attendus sur le bassin houiller, qui sont deux bassins différents au regard de la géologie, des formations exploitées et des techniques d'exploitation mobilisées. Il rappelle que des mesures sont prescrites pour surveiller la qualité de l'eau minière et la remontée de la nappe. Il estime que l'administration est allée aussi loin que possible en matière de prescriptions complémentaires.

M. le PREFET tient à rappeler l'importance que la ministre de l'écologie et du développement durable attache au volet « eau » et aux conséquences pour l'État que pourrait avoir une prise de risque inconsidérée sur ce sujet, tant sous l'aspect technique que juridique.

VI. – M. FOUCHER, pour le compte du BRGM, expose le dernier point à l'ordre du jour.

L'entité après-mine sera le « bras armé » de l'État pour la gestion opérationnelle de l'après-mine une fois la dissolution de CdF intervenue à la fin 2007.

Un nouveau département du BRGM a été créé le 1^{er} mai 2006, en application du décret n°2006-402 du 4 avril 2006 relatif à l'organisation administrative et financière du BRGM, le département prévention et sécurité minière (DPSM).

Ce département se décompose à ce stade en une direction territoriale après-mine (DTAM), basée à Orléans, et une unité territoriale après-mine (UTAM) Nord, basée à Billy-Montigny (62) et chargée de la gestion technique opérationnelle pour le bassin minier Nord Pas-de-Calais. A terme, le DPSM intégrera 4 UTAM, à savoir, outre l'UTAM Nord déjà évoquée, l'UTAM Centre-Ouest (2007), basée à Orléans, l'UTAM Sud (2007), basée à Gardanne, et l'UTAM Est (2008), basée à Freyming-Merlebach. Cette dernière devrait incorporer une trentaine d'agents provenant de l'ancienne société CdF. Elle sera compétente pour le quart Nord-Est et rassemblera notamment à ce titre l'ensemble des archives minières de la « région ».

Concernant la mise en œuvre de l'article 93 du code minier, stipulant que « l'autorité administrative informe annuellement les élus locaux réunis au sein d'un comité départemental ou interdépartemental de suivi des risques miniers du déroulement et des résultats de la surveillance de ces risques », M. FOUCHER indique qu'une circulaire est actuellement en cours de préparation, laquelle devrait en particulier préciser le rôle du BRGM en tant que structure chargée d'assister l'autorité administrative.

M. LANG, demande qui payera les pompages.

M. FOUCHET répond que le coût en sera à la charge de l'État.

M. GOELLNER rappelle la possibilité offerte aux communes de prendre en charge les installations hydrauliques déclarées par l'exploitant. Le transfert des installations de sécurité s'accompagne alors du versement d'une soulte par l'exploitant.

M. CHARDON demande ce qui se passera s'il s'avère nécessaire de mettre en œuvre d'autres forages de rabattement.

M. FOUCHET confirme que, sur décision de l'administration, l'entité après-mines serait alors amenée à mettre en œuvre les installations complémentaires jugées nécessaires.

VII. – Autres sujets

M. STIRNWEISS demande l'inscription de l'Association des communes minières de France (ACOM) en tant que membre permanent du GIATM.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Préfet remercie les participants et lève la séance.

Le Sous-Préfet de FORBACH
Président du GIATM



Guy TARDIEU